

**POUR INFORMATION**

## TROISIÈME QUESTION À L'ORDRE DU JOUR

**Le point sur les activités liées  
à la responsabilité sociale des entreprises (RSE)****a) Activités menées au Bureau**

1. Le présent document rend compte des activités du Bureau en matière de RSE, y compris celles du Centre international de formation de l'OIT (Centre de Turin). Il met à jour les informations fournies précédemment<sup>1</sup> et tient compte des suggestions formulées par la Sous-commission sur les entreprises multinationales en novembre 2007<sup>2</sup>.

**Renforcer l'utilisation de la Déclaration de principes  
tripartite sur les entreprises multinationales  
et la politique sociale (Déclaration sur les EMN)**

2. La manifestation «MultiForum07», organisée à Genève en novembre 2007 pour célébrer le trentième anniversaire de la Déclaration sur les EMN, a été très instructive pour ce qui concerne les activités du Bureau en matière de RSE. Plus de 200 participants du monde entier, dont des représentants de 50 entreprises, ont pris part à des débats publics entre employeurs et travailleurs et à des séances de groupes sur les problèmes spécifiques des divers secteurs (secteur manufacturier, agriculture, industries extractives, services). Ce forum a permis de mieux faire connaître la Déclaration sur les EMN et d'aboutir à des conclusions propres à orienter les travaux du Bureau. Les participants sont convenus que la Déclaration sur les EMN avait un caractère unique, qu'elle pouvait avoir une forte valeur ajoutée et qu'elle était plus utile que jamais. Les débats ont montré que les entreprises qui réussissent se préoccupent des questions de responsabilité sociale, en ayant notamment une approche socialement responsable des relations de travail. Il est par ailleurs manifeste que les entreprises sont de plus en plus conscientes de la corrélation entre efficacité économique et performance sociale. L'utilité de la Déclaration sur les EMN, qui propose des orientations pour la promotion de pratiques socialement responsables, a été maintes fois soulignée, et le Bureau a été encouragé à poursuivre ses efforts pour en favoriser l'utilisation à l'échelle mondiale.

<sup>1</sup> Document GB.300/MNE/3/1.

<sup>2</sup> Document GB.300/14.

3. L'Initiative focale sur la responsabilité sociale des entreprises est officiellement parvenue à son terme fin 2007. Néanmoins, le Bureau maintiendra le groupe de coordination de l'initiative focale qui servira de mécanisme pour renforcer la capacité du BIT de mettre en œuvre des activités liées à la RSE. La promotion de la Déclaration sur les EMN restera l'un des objectifs clés du groupe, mais ses stratégies et activités seront revues pour qu'il soit possible de tirer le meilleur parti de cette structure transversale qui fait intervenir à la fois le siège et les bureaux extérieurs.
4. A cet égard, le Bureau proposera des outils de référence pour promouvoir l'utilisation de la Déclaration sur les EMN afin de traduire ses principes en pratiques socialement responsables. Une formation du personnel sera par ailleurs organisée à titre expérimental.
5. Enfin, le Bureau continuera, comme il l'a fait durant le dernier exercice, à organiser des forums autour de thèmes clés liés à la RSE, qui seront déterminés en consultation avec les membres de la sous-commission.

## Le point sur les activités du Bureau liées à la RSE

6. Les activités nouvelles suivantes ont été entreprises <sup>3</sup>:

### I. Développement des connaissances

- L'IPEC a publié le document intitulé «Rooting out child labour from cocoa farms», qui comprend des études de cas, des outils et des directives sur des systèmes de surveillance permettant de lutter, au niveau des communautés, contre le travail des enfants. Ces éléments ont été développés dans le cadre du programme ouest-africain de lutte contre le travail des enfants dans le secteur du cacao et l'agriculture commerciale, qui a bénéficié d'un financement de l'industrie de la confiserie.
- Le **Service des activités sectorielles (SECTOR)** a étudié les pratiques socialement responsables dans les chaînes hôtelières mondiales. Un ensemble d'outils destinés à favoriser le dialogue social dans le secteur du tourisme est actuellement mis au point.
- Le **bureau sous-régional de Budapest** a diffusé une nouvelle publication du BIT concernant les bonnes pratiques des entreprises en matière d'égalité des chances/de gestion de la diversité ainsi que le code sur la diversité et l'intégration établi par le forum des chefs d'entreprises hongrois.

### II. Réunions tripartites et réunions d'experts

- **MULTI** a organisé, en collaboration avec le ministère argentin du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, et en coopération étroite avec le bureau de l'OIT à Buenos Aires et le bureau sous-régional de Santiago, un séminaire intitulé «Promouvoir le travail décent en Argentine par la RSE» dans le cadre du trentième anniversaire de la Déclaration sur les EMN. Plus de 200 représentants d'entreprises multinationales ou nationales, ainsi que des représentants des travailleurs et du gouvernement, ont assisté au séminaire. Ils ont débattu du rôle de l'entreprise dans la société et identifié les thèmes du Plan stratégique 2008 du ministère concernant la

<sup>3</sup> Les activités sont présentées selon les rubriques du document GB.295/MNE/2/1 (annexe).

RSE. MULTI continuera en 2008 à répondre aux demandes d'appui technique de pays; il organisera notamment un séminaire au Pakistan.

- **SECTOR** a organisé à Genève en septembre 2007 une réunion tripartite sur l'impact des filières alimentaires mondiales sur l'emploi<sup>4</sup>.
- Le **bureau de l'OIT à Beijing** et EMP/ENT organiseront à l'intention des fonctionnaires du ministère du Travail et de la Sécurité sociale de la République populaire de Chine un voyage d'étude au Royaume-Uni et en Suisse sur le rôle du gouvernement en matière de promotion de la RSE.
- Le **bureau sous-régional de Santiago** a organisé des ateliers OIT/Pacte mondial sur les principes et droits fondamentaux au travail au Chili (liberté d'association) et en Argentine (égalité d'accès à l'emploi). Des représentants des entreprises ont participé aux deux ateliers. L'atelier argentin a été accueilli par l'Union industrielle d'Argentine (UIA). De plus, le Bureau a fourni un appui pour la participation d'employeurs colombiens au 8<sup>e</sup> Forum de Biarritz (Chili), qui a exposé la vision des employeurs sur la RSE.
- Le **bureau sous-régional de Budapest** a participé à une table ronde organisée par l'Association de relations publiques et de communication (PRIME) sur la façon de faire de la RSE une partie intégrante de la stratégie de gestion. Il a par ailleurs participé activement à la conférence de clôture de l'Année hongroise de l'égalité des chances.
- Le BIT a organisé une session spéciale dans le cadre de la cinquième Conférence interaméricaine sur la RSE organisée par la Banque interaméricaine de développement (Guatemala). Cette session a souligné la façon dont les entreprises se réfèrent aux principes qui sous-tendent les normes internationales du travail pour conjuguer efficacité économique et progrès social. Le BIT, représenté par le bureau sous-régional de Santiago et MULTI, a décrit les dernières évolutions en matière de RSE dans le monde et a présenté la Déclaration sur les EMN. Trois représentants d'entreprises (des Etats-Unis, du Guatemala et du Chili) ont expliqué comment les principes de l'OIT ont orienté le comportement de leurs entreprises et la façon dont de bonnes pratiques de travail peuvent favoriser la croissance des entreprises.

### III. Activités de promotion et services consultatifs techniques

- L'**IPEC** a participé à la conférence «Investir pour le futur» organisée par le ministère norvégien des Finances, en fournissant des avis techniques sur les liens entre le travail des enfants et l'investissement socialement responsable. En 2008, une réunion régionale sur la RSE et le travail des enfants en Amérique latine sera organisée conjointement avec le Bureau des activités pour les employeurs. Cette réunion sera l'occasion de lancer la version espagnole du guide pour les employeurs sur l'élimination du travail des enfants.
- **DIALOGUE** a signalé que le programme «Better Work» (qui vise à améliorer les conditions de travail) avait permis d'obtenir un financement pour un projet en Jordanie, de mener à bien la conception d'un projet pour le Lesotho et de tenir une deuxième série de consultations avec les partenaires sociaux et les acheteurs internationaux au Viet Nam. Tous ces projets concernent le secteur de l'habillement travaillant pour l'exportation. Un ensemble d'outils utilisables à l'échelle mondiale

<sup>4</sup> Document GB.301/STM/3/1.

est également élaboré dans le cadre du programme: site Web interactif; système de gestion de l'information – STAR (Supply chain Tracking of Assessment and Remediation); outils d'évaluation des entreprises et fiches sur les bonnes pratiques; programme de modules de formation; cadre mondial de suivi et d'évaluation; autres matériels qui servent à des projets dans différents pays et contribuent à améliorer les normes du travail dans les filières d'approvisionnement. En 2008, le programme cherchera à identifier et définir d'éventuels nouveaux projets de pays dans l'agroalimentaire en Afrique et commencera à adapter les outils mondiaux aux besoins de ce secteur. Le programme continuera d'appuyer les projets de pays existants et examinera la possibilité de lancer un nouveau projet de pays dans le secteur de l'habillement.

- Le **bureau de l'OIT à Beijing** a lancé, en partenariat avec l'ONUDI, un projet de formation à la RSE destiné à l'industrie textile chinoise. Le Bureau a également mis en place en Chine une série d'activités de formation, y compris un atelier de formation de formateurs pour le Conseil national chinois du textile et de l'habillement et une formation sur la coopération sur le lieu de travail et la gestion de la productivité à Guangdong et Zhejiang. D'autres activités de formation sont prévues en 2008 sur les thèmes suivants: protection sur le lieu de travail, gestion des ressources humaines, production moins polluante et gestion de l'environnement.
- Le **bureau sous-régional de Budapest** a organisé en Hongrie des formations destinées à renforcer les connaissances des adhérents du syndicat des postes en matière de diversité sur le lieu de travail, et il a fourni des outils permettant aux représentants des travailleurs de participer de façon effective à la mise en œuvre du plan sur l'égalité des chances. Le Bureau continuera à travailler étroitement avec le PNUD à l'identification des domaines de coopération dans le cadre du Pacte mondial et du projet financé par l'Union européenne sur le renforcement des pratiques de RSE dans les nouveaux Etats membres de l'UE et dans les pays candidats en vue de favoriser l'harmonisation, la compétitivité et la cohésion sociale au sein de l'Union.

## **Points sur les activités liées à la RSE du Centre international de formation de l'OIT**

7. Une unité de gestion a été créée pour gérer l'initiative focale du Centre de Turin sur la RSE. Elle comprend les responsables du Bureau des activités pour les employeurs, ceux du programme sur la dimension sociale du commerce et de l'investissement du Centre, et un expert en RSE récemment désigné.
8. D'autres unités du Centre de Turin, en particulier le programme de développement des entreprises, celui des normes internationales du travail et le Bureau des activités pour les travailleurs, ont également participé à cette initiative.
9. Comme l'avait recommandé la sous-commission, l'unité de gestion a engagé une collaboration étroite avec MULTI, le Bureau des activités pour les employeurs et le Bureau des activités pour les travailleurs pour mettre en œuvre cette initiative de formation. Une série de consultations a été organisée à Genève (janvier 2008) et une note sur les principes directeurs de l'initiative a été établie conjointement par le Centre de Turin et MULTI puis approuvée par le bureau de la sous-commission.
10. Un plan de travail provisoire porte spécifiquement sur la première année d'activités (2008). Il sera développé dans les prochains mois.

11. On procède actuellement à un inventaire, qui consiste à rassembler et examiner toutes les expériences pertinentes, les programmes et les matériels disponibles du Centre de Turin, au BIT et en externe (Pacte mondial et principes directeurs de l'OCDE, par exemple). Les besoins de formation des acteurs concernés sont également évalués. Ces activités conduiront à la prochaine étape de l'initiative, c'est-à-dire à l'identification d'une éventuelle «niche» de formation en termes de groupes cibles et de produits et approches de formation.
12. Un plan de travail plus détaillé doit être établi au vu des résultats de l'examen en cours. Le développement et l'adaptation des matériels de formation ainsi que leur validation provisoire devraient être engagés avant la fin de l'année.

Genève, le 25 février 2008.

*Document soumis pour information.*